

La Révolte

N° 101

Mai 2024

«Le seul moyen d'affronter un monde sans liberté est de devenir si absolument libre qu'on fasse de sa propre existence un acte de révolte.» Albert Camus



PLUS..., PLUS..., PLUS..., LES DEVISES DES J-O

A l'occasion de l'arrivée en France de la flamme olympique, les médias nous offrent un avant goût de ce que la société du spectacle va nous imposer dans les prochains mois. « *Panem et circenses* »¹ se lamentait Juvenal, au temps de la Rome antique. Aujourd'hui, la société du spectacle est tellement puissante qu'il n'ait plus besoin de promettre du pain, les jeux suffisent. Symbole de notre époque, ces grands événements sportifs sont des révélateurs de la société dans laquelle nous vivons. Enjeux économiques, ils sont l'occasion de maltraités les travailleurs qui construisent les infrastructures et font les petites mains lors de l'évènement. Ils permettent aussi aux proches du pouvoir de s'enrichir. Enjeux idéologiques, ils prônent l'individu star : le champion, si bien adapté à la logique libérale qu'il devient un objet publicitaire sommé de rester dans les clous du discours officiel. Ils doivent également offrir une image aseptisée d'une société où les pauvres et les injustices n'existent pas, où les aberrations écologiques sont passées sous silence. Enjeux politiques, ces jeux permettent aux gouvernants de renforcer leur image, à l'État d'accroître ses moyens de contrôle.

Bien sûr, le format condensé d'un éditto laisse peu de place à la nuance et ce constat peut paraître lapidaire. Mais tout de même... ces jeux-ci sont particulièrement révélateurs d'autant qu'ils prétendent s'inscrire dans une logique éthique et écoresponsable². Alors reprenons. Tandis que les « bénévoles » qui vont servir pendant les jeux déchantent et réalisent que leur enthousiasme est instrumentalisé et que leur bénévolat s'apparente à du « salariat déguisé »³, Tony Estanguet, ce cher palois – cher est bien le mot – et président du comité d'organisation, est visé par une enquête du parquet national financier sur les conditions de sa rémunération : jusqu'en 2020, il aurait touché un salaire annuel de 270 000 euros⁴. Pendant ce temps, on déplace les pauvres loin des événements, sans ménagement et au mépris de la

liberté de circuler⁵. On réquisitionne les logements étudiants et leur 3000 occupants ont été obligés d'aller se loger ailleurs avec 100 euros d'indemnités et... deux places pour assister aux jeux⁶ ! Sur le plan écologique, est-il besoin de s'étendre ? Parler de l'état de la Seine, du saccage du lagon évité de peu à Tahiti, de l'avalanche de béton pour le skate, place de la concorde ? Il suffit de se référer au propos de Youth for Climate pour se faire une idée : ces jeux sont un « *saccage écologique, social, économique et démocratique* »⁷.

Rien de tout ceci n'est nouveau, pas plus que l'idéologie qui s'inscrit en creux dans le récit. Et l'on pourrait se dire simplement qu'il faut serrer les dents, éteindre la télé et les smartphones pour aller se balader ou faire du sport, partager un repas avec des amis, voire les trois à la fois. Outre le fait que l'on peut aimer regarder les exploits sportifs qui vont se produire lors de ce spectacle sans pour autant en apprécier la récupération, on ne peut se contenter d'ignorer l'évènement parce qu'il va peser sur nos vies, qu'on le veuille ou non. Il va être l'occasion pour le pouvoir de faire passer en catimini des décrets, des circulaires que nous subiront par la suite. Et cela commence déjà. Au nom de la sécurité des jeux nous avançons d'un pas de plus vers l'univers de « 1984 », avec la loi « JO 2024 » qui permet l'utilisation de la surveillance algorithmique – une première en Europe. Ainsi des algorithmes vont jugés de la normalité de nos comportements... Ce qui fait dire à Amnesty International : « *Les Jeux Olympiques ont déjà servi de terrain d'expérimentation pour doter les Etats de pouvoirs renforcés, ensuite maintenus lorsque la situation d'exception prend fin. Ces exemples suffisent à justifier nos craintes de voir l'utilisation de la vidéosurveillance algorithmique perdurer au-delà de 2025. Ce qui fait craindre, en France, l'établissement d'une surveillance généralisée. La décision de la France d'autoriser à titre « expérimental » la surveillance assistée par intelligence artificielle pendant les Jeux olympiques de 2024 risque d'établir un précédent alarmant pour les droits humains. Garantir la sécurité ne peut se faire au détriment des droits et des libertés fondamentales* »⁸. Pour la petite histoire, le parcours de la flamme olympique a été inventé par Carl Diem, à l'occasion des jeux de Berlin de 1936 et pour le plus grand bonheur de Joseph Goebbels.

¹ « Du pain et des jeux du cirque », Satire X, Juvenal vers 81 de n.è.

² « Comment les Jeux de Paris 2024 seront plus responsables ? »,

³ « Bénévoles aux JO 2024 : un terrain semé d'embauches à temps plein », Khedidja Zerouali, Mediapart, 18 avril 2024.

⁴ « Paris 2024 : Jeux olympiques : la rémunération de Tony Estanguet, président du Comité d'organisation, visée par une enquête », AFP, paru dans Libération, le 6 février 2024.

⁵ « En vue des JO 2024, Paris cache ses « indésirables » », Romain Boulho et Rachid Laïreche, Libération, le 21 mars 2024.

⁶ « JO de Paris 2024 : les étudiants contraints de laisser libre leur logement recevront « 100 euros et deux places » par Capital avec AFP, le 27 octobre 2023.

⁷ « JO de Paris 2024 : Un "saccage écologique, social, économique et démocratique" », Ümit Dönmez, Anadolu, 31 juillet 2023.

⁸ « Coupe du monde de rugby : dernier grand événement avant la surveillance algorithmique ? », Amnesty International, le 09 août 2023.

On n'en est plus aux temps de Zola... ça reste encore à prouver!

Le 28 avril, c'était la « Journée mondiale de la sécurité et de la santé au travail ». L'Organisation Internationale du Travail a instauré cette journée. L'OIT est une agence des Nations Unies, dont les membres sont des représentants des gouvernements. Pour la France, des organisations patronales avec le MEDEF et des syndicats réformistes (FO, CGT, ...). L'OIT permet ainsi aux gouvernements de récompenser les lèches bottes syndicaux les plus méritants en les nommant représentants au siège de l'OIT à Genève en Suisse, où ils bénéficient de tous les avantages d'un poste de haut fonctionnaire international (Protection fonctionnelle et privilèges et immunités notamment)..

Quel est l'objectif de cette journée ? S'occuper de la santé des travailleurs ? Que nenni ... D'ailleurs le mot « travailleur » n'apparaît pas dans le nom de la journée. Le but de cette journée est de « prévenir les risques pour un monde du travail plus sain et plus performant ». Bref nous permettre de nous faire encore plus exploiter, mais dans la joie et la bonne santé !

D'ailleurs l'OIT nous le dit « La santé au travail s'impose comme un enjeu crucial pour le bien-être des individus et la prospérité des nations. ». La prospérité des nations c'est surtout celle des patrons, qui rognent sur les dispositifs de prévention et de sécurité, car pour eux ce sont des « charges » qui nuisent à la productivité et la rentabilité. Le cas dramatique d'Amara Dioumassy, mort le 16 juin 2023 sur un des chantiers des JO de Paris, écrasé du fait d'une suite de négligences des mesures pourtant élémentaires de sécurité, est à ce titre malheureusement exemplaire. Comme en témoignent ses collègues de travail « Ce chantier nous paraissait vraiment inacceptable au niveau des normes de sécurité » et il fallait « aller vite pour tenir les délais ». Il a fallu la mort d'Amara Dioumassy pour que passe l'inspection du travail, laquelle a fait arrêter le chantier pendant 10 jours, pour qu'il soit enfin remis aux normes !



On n'en est plus aux temps de Zola... ça reste encore à prouver! (suite)

La situation concernant les accidents de Travail n'évolue pas des masses au fil des années. En 2003 déjà, la CNT publiait dans le Combat Syndicaliste un article sur les chiffres des accidents du travail, et depuis, nous faisons un point régulier sur la situation. On pouvait lire dans cet article les chiffres des accidents du travail de l'époque: 744 morts, 686 000 accidents du travail dont 62 000 graves. En 2021, ces chiffres étaient de ... 696 mortels, 604 565 accidents dont 39 000 graves. En quasi trente ans, en France, le nombre d'accidents du travail et le nombre de morts n'a quasiment pas baissé ! Cet article de 2003 mentionne la complicité des syndicats, qui défendent les patrons en prétendant défendre leurs sacro-saints emplois. Là aussi rien n'a changé, comme le montre le récent exemple où on vu les syndicats marcher main dans la main avec les patrons des poêles SEB pour faire annuler l'interdiction des polluants éternels dans la fabrication des ustensiles de cuisine. Enfin l'article se conclut en mentionnant les suicides de chômeurs ou d'agriculteurs ? Là aussi, hélas, on ne peut que constater que rien n'a évolué, 3 agricultrices et agriculteurs se suicident par semaine ce qui est une des causes de leur récent mouvement de colère.

Voilà bien un sujet dont on parle finalement peu. Il faut que ce type d'accident sorte de « l'ordinaire », qu'il soit spectaculaire (un silo à grains qui explose, ça a quand même plus de gueule qu'une chute d'escabeau non ?) ou, plus simplement, que les médias n'aient rien d'autre à se mettre sous la dent pour en entendre parler. Le capitalisme c'est l'exploitation de notre force de travail. Le capitalisme c'est le profit à tout prix, y compris celui de notre santé ou de l'environnement. Les accidents du travail ne surviennent pas par hasard, ils sont la conséquence logique du terrorisme patronal qui consiste à faire passer les profits avant notre vie. Si nous voulons en finir radicalement et définitivement, il ne suffira pas de célébrer une fois par an une « journée mondiale », mais il faut nous organiser au quotidien pour lutter tous les jours, pied à pied, sans concession ni compromission avec aucun représentant. Pour notre santé et notre sécurité, que ce soit au travail ou partout, oui la Révolution reste à faire ! Organisons nous et luttons !

Patou

LE TRAVAIL CONTINUE DE BLESSER, HANDICAPER ET TUER...

20 années de dégradations des conditions de travail, résultats des politiques volontaristes des Sarkohollandomacronistes. Les lois fillon, el khomri, les ordonnances macron, les 49.3 à la pelle, les attaques répétées contre l'assurance retraite, l'assurance chômage, le RSA, les attaques portées aux déjà insuffisantes institutions de protection (CHSCT, Prud'hommes, inspection du travail,...), à la médecine du travail dont les praticiens ne sont pas remplacés et si souvent soumis au flicage des médecins du patronat quand ils font trop consciencieusement leur boulot, là sont quelques-unes des raisons structurelles qui font que le travail en France continue de TUER.

De plus en plus de CDD, d'intérimaires, d'emplois précaires, de travailleurs ubérisés, de plus en plus de mal être au travail, d'arrêts maladie, de plus en plus de pauvres au travail, au chômage ou loin de l'emploi, mais des profits qui explosent, des actionnaires et des patrons qui se gavent aux yeux de tous, là les chiffres arrivent et sont glorifiés au jour le jour, « les pauvres aiment tant leurs riches » pour les chiffres relatifs au travail, faut attendre :

2022 c'était : 738 décès directement liés au travail ; soit 2 tués par jour, la France serait le 3^{ème} pays le plus endeuillé d'Europe, mais rien dans les médias... 744176 accidents du travail « déclarés»; 66000 cas de maladies professionnelles répertoriées; 120 000 accidents de trajets

Là sont les réalités des chiffres de l'assurance maladie.

Pourtant la loi dit : « l'employeur prend la mesure nécessaire pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs ». Ben ! on vous dira qu'en France on fait mieux que Malte, la Lituanie et la Lettonie, mauvais élèves européens.

Qui ose encore parler des morts au travail si loin des préoccupations des fachistes déclarés de tout poil qui chassent le pauvre et le migrant sur nos écrans et nos ondes, mais flattent les nantis et autres rentiers, si loin des préoccupations des candidats aux européennes, de la commission de Bruxelles, de nos députés et sénateurs si prompts à se voter de quoi se vautrer davantage.

L'ennemi des travailleurs, de l'usine aux chantiers, dans les champs c'est celui qui le coupe de ses réalités et lui désigne d'autres responsables qui pourtant, lui ressemblent tant.

Michel

Sources : Infographie Alternatives Economiques (Mai 2024) d'après Eurostat.

Assurance Maladie : rapport annuel 2022 sur les risques professionnels (20/12/2023).

Rapport de l'institut La Boétie : accidents du travail, les victimes invisibles du libéralisme.

« LE POUVOIR DU CRIME »

Le 4 mai 2024,

« Durant l'été 1988, en un mois, des milliers de prisonniers politiques dont 4 à 5 mille entre 19 et 22 ans ont été exécutés : 33 pendaisons toutes les demi-heures, 8000 exécutions ont permis à l'ayatollah de tisser un réseau ministériel et terrestre de sanguinaires, néanmoins minoritaires, verrouillant les consciences et les corps dans une tétanie mortifère, principe maléfique fondateur de toute politique totalitaire.

Cependant naissait une nouvelle génération, qui vit la naissance deux ans plus tard de l'une des voix les plus dérangeantes de l'expression du RAP, celle de Toomaj Salehi, le 3/12/1990. Universitaire, descendant des tribus nomades méridionales, héritier d'un père lui-même prisonnier politique, Toomaj ne retient plus la tempête qui bouillonne sous son crâne, lorsqu'il atteint ses 26 ans.

Six ans plus tard, éclate le mouvement d'inspiration kurde, Femme, Vie, Liberté. La nouvelle génération a atteint sa pleine maturité et elle descend dans les rues, après que le pouvoir a assassiné Jina Mahsa Amini, le 16/09/2022. Alors, Toomaj a atteint ses 32 ans, et sa popularité ne cesse de grandir à mesure que son expression persane ne cesse de porter la révolte de ses concitoyens, avant et après son arrestation, le 31 octobre 2022.

On estime que 30 000 serait le nombre de prisonniers politiques dans les geôles des mollahs disséminées sur tout le territoire. Ces apôtres de la Mort accablant le peuple de leurs effrayantes apparitions vestimentaires autant que de leur verbe inquisiteur ne sont soutenus que par 15 pourcent d'idolâtres, convaincus, apeurés, dociles, compromis par les intérêts du régime, rendus indifférents par la doxa soporifique de l'idéologie transitoire, terrestre dominante qui s'impose iniquement ici et maintenant seulement.

Le Ciel bleu, calme et vide s'étend au-dessus d'une foule populaire, dont la communauté de révolte s'opposera jusqu'à renverser un pouvoir d'imposteurs. Au prétexte fantaisiste d'une Constitution coranique héritée d'un divin souffle, on impose une chaîne paternaliste de dominations dont l'un des degrés de son échelle de violence s'est abattu sur Toomaj et 13 autres hommes. Echo d'Amnesty.

Quel Deus Ex Machina a ordonné que l'on réduise des hommes, dont Toomaj à 153 jours d'isolement ? Que l'on brise leurs mains, qu'on les terrorise de jour comme de nuit, les passant à tabac, les électrisant, les agressant sexuellement, ...les soumettant à la question pour extorquer des « aveux » filmés et retransmis. Ces vidéos signent le compte à rebours de l'horloge de la terreur institutionnalisée par le procureur général à la tête de tous les tribunaux du Pays.

Depuis quatorze mois, la cousine de Toomaj, exilée, et l'avocat du chanteur, récusent l'argutie accusatrice qui tourne Toomaj, en un détenu de conscience pour avoir proféré un rap de conscience. Accusé de corruption sur terre et de collaboration avec l'ennemi, je cite, libéré, puis réincarcéré pour avoir dénoncé le Moloch et ses couloirs de la mort ; sorti de la Géhenne un bref instant, on apprend en avril qu'il est condamné à mort.

« Tempête sous un crâne ! »

Pour toujours, Toomaj chante encore contre la corruption des ministres enorgueillis qui confisquent les richesses matérielles et immatérielles du pays, réprimant la spontanéité du moindre désir pour satisfaire les-leurs au secret. Le vent pousse la chanson au-delà de n'importe quelle berge et elle voyage au-delà des ferments. Elle balaye la steppe de Téhéran à Ispahan, franchit les monts et les mers, libère la tissure du voile.

Aujourd'hui, les peuples ne sont plus dupes des marchés.

Si des tartuffes communiquent avec leur Dieu, duquel ils tirent une doxa imaginaire mais néanmoins meurtrière, c'est exclusivement à des fins économiques. Pendant ce temps, d'autres hommes communiquent entre eux : les petits esprits abattent les murs de ceux-là. La guerre entre Israël et la Palestine autant que les autres champs de bataille fournissent un terrain qui n'aveugle plus les peuples manifestant leur seul intérêt commun issu d'un droit naturel à s'autodéterminer au-delà des berges, sous un ciel bleu et vide.

Là-bas et maintenant, on torture et on tue, pensant que la guerre produira un tumulte anesthésiant les luttes. D'autres militants, (voir Amnesty et ses rapports,) , sont isolés et torturés. Le premier mai, le tribunal de la république islamique a fait exécuter un militant kurde Anvar Khezri, après quatorze années de détention. Toomaj Salehi est connu dans le pays ; sa popularité est telle que son enfermement sonne déjà le glas du Régime théocratique fasciste. Les dissidents envisagent six mois de délai et non six ans pour un renversement du Désordre et la Liberté. Que la rumeur gronde! Je te remercie, très chère Somy pour tes vives clartés sur l'actualité.»

DirectFromFrankrom

Ta révolte sur notre blog:

<http://comitedelarevolte64.over-blog.com>